

2 décembre 2003

Point de presse de M. Jean Charest, premier ministre du Québec

[M. Charest:] Bon. Alors, mesdames et messieurs, hier, il s'est commis des actes condamnables qui n'ont pas leur place dans une société démocratique comme le Québec. Il n'existe aucune raison valable, aucune excuse pour débarquer en rugissant dans un hôpital pour enfants. Il est tout aussi intolérable de saccager les bureaux d'un élu. Des gestes d'intimidation et de brutalité sont, il faut le dire, indignes du mouvement syndical. J'attends aujourd'hui d'ailleurs des leaders syndicaux qu'ils condamnent ces dérapages aussi fermement que je le fais devant vous.

Quelle que soit la cause que l'on défend, quelles que soient les convictions qui nous animent, l'injure, l'intimidation et le vandalisme sont toujours une disgrâce en démocratie. Le gouvernement n'est pas antisyndical. Mais il y a des organisations syndicales qui sont en train d'agir de façon antidémocratique. Posons-nous la question suivante: ceux qui ont joué les matamores hier, ils défendaient quoi, au juste? Croyez-vous vraiment qu'ils défendaient des services publics? Croit-on vraiment que ces gens-là défendaient la solidarité dont ils se réclament? De toute évidence, la réponse est non.

Le gouvernement qui s'est fait élire le 14 avril dernier s'est fait élire sur la foi de cinq ans de travail très intense à travers le Québec. On a présenté une vision de l'avenir du Québec qui est fondée sur notre volonté de faire reprendre la place de leadership que les Québécois veulent pour l'ensemble de notre société. Placés devant des défis qui sont énormes, que ce soit la démographie, l'endettement public, les finances publiques, la prestation des services publics, on a proposé des solutions. Et on est en train de mettre en place les solutions qu'on avait proposées et défendues. Je pense entre autres dans le réseau de la santé, où on est en train de réduire le nombre d'unités d'accréditation. Encore faut-il rappeler qu'il n'y aura pas un seul syndiqué de moins. Il s'agit tout simplement pour nous d'organiser le travail de façon à ce que toutes nos énergies puissent être consacrées aux soins qu'on livre aux patients et non pas à l'administration publique. C'est ça, l'objectif qui est poursuivi. C'est clair comme ça.

Pourtant, à écouter le discours de certains représentants syndicaux, même des fois le chef de l'opposition officielle, qui, hier, émettait un communiqué de presse que je salue, mais qui en même temps doit reconnaître que son propre niveau de langage, celui de certains leaders syndicaux est complètement contraire à ce que le gouvernement propose, quand on parle, par exemple, du mot «démolition», de toute évidence, il y a là une enflure qui n'est pas justifiée en rien, en rien, au contraire, alors qu'on est en train de faire des changements qui sont importants pour qu'on puisse donner à l'économie de la société québécoise les outils qu'il lui faut pour pouvoir se développer. Alors, là-dessus, le gouvernement n'a pas l'intention de céder à de l'intimidation ou du chantage ou du vandalisme. Au contraire, on va continuer à écouter et on va continuer dans la voie que nous a tracée la population du Québec le 14 avril dernier.

[Journaliste: M. Charest, quand vous voyez des événements comme hier, est-ce que vous sentez que paix sociale est fragile au Québec?]

[M. Charest:] Non, je ne sens pas que la paix sociale est fragile. Je vois des gens qui ont des responsabilités syndicales, qui sont allés trop loin, et qui, je pense, sont rappelés à l'ordre. Et je m'attends à ce que ces gens-là agissent de façon responsable.

[Journaliste: Mais pour que vous ayez senti le besoin de faire cet appel au calme ce matin, c'est que vous devez craindre un dérapage.]

[M. Charest:] C'est un appel à la raison qu'on fait aujourd'hui.

C'est un appel à la raison pour ceux qui, hier, ont commis, ont fait les gestes qu'ils ont faits. De toute évidence, quatre autobus, là, de personnes qui se transportent à un hôpital pour enfants, qui rentrent dans l'hôpital, tout ça, ce n'est pas organisé spontanément. Parce qu'il y a des gens qui ont choisi de poser ces gestes-là. C'est inadmissible, ce qu'ils ont fait, hier.

[Journaliste: ...entendu hier le président de la FTQ... Ce n'est pas suffisant pour vous que ce que M. Massé...]

[M. Charest:] Je pense qu'il n'y a aucune place pour l'équivoque dans ces affaires-là. Quand M. Massé dit: Ah, vous savez, je sais que vous n'aimez pas ça quand je vous le dis, moi, je pense qu'il n'y a aucune espèce de place pour l'équivoque. Et il n'y a pas que M. Massé là, il y a d'autres leaders, là, syndicaux qui étaient présents, sur place, dans certains cas hier qui défendaient le comportement de ces personnes-là. Ça, c'est inacceptable, c'est inadmissible. Et ce n'est pas juste les gestes qui sont posés, c'est le niveau de langage. Franchement, quand on parle de démolition, de toute évidence il y a là une enflure qui dépasse les bornes. Ça ne reflète en aucune façon ce qui est en train de se faire. Et le but poursuivi par le gouvernement du Québec, c'est de faire en sorte qu'on puisse livrer des meilleurs services à la population, qu'on puisse créer des emplois au Québec. On peut ne pas être d'accord avec ce qu'on fait puis nous, on va écouter puis on le fait en ce moment. Mais, de là à prendre le discours qu'ils ont pris, ça, c'est inacceptable.

[Journaliste: M. Charest, est-ce qu'il y a une possibilité que les projets de loi, l'adoption des projets de loi qui sont sur la table soit retardée pour obtenir un consensus?]

[M. Charest:] On écoute beaucoup puis on travaille beaucoup avec les gens qui viennent en commission parlementaire. On ne prévoit pas retarder l'adoption des projets de loi parce qu'on a depuis cinq ans préparé tout ça, alors on est, nous, sur une piste, là, qui nous amène à l'adoption avant la fin du mois de décembre et cela n'empêche pas que nous puissions travailler avec les gens qui sont concernés par les projets de loi.

[Journaliste: ...n'avez-vous pas vous-même jeté de l'huile sur le feu un peu lorsque vous avez évoqué le fait que, selon vous, certains dirigeants syndicaux mentent? On vous a entendu la semaine dernière en Chambre. Est-ce que ça n'a pas contribué à créer le climat dans lequel on est maintenant?]

[M. Charest:] Il y a certains commentaires qui dépassent les bornes, et nous, quand on arrive, on ne fait pas exprès pour essayer d'en ajouter, au contraire. Mais, à un moment donné, il faut remettre les pendules à l'heure aussi, là. Entre autres avec ce qui s'est passé dans le domaine de la santé, avec ce qu'on est en train de faire, je pense que c'est extrêmement important qu'on ramène ça au but poursuivi. Par exemple, il n'y aura pas un syndiqué de moins à l'intérieur du réseau de la santé suite à ce qu'on est en train de faire. Par contre, il y aura une meilleure organisation du travail puis il y a des gens qui consacraient beaucoup d'heures et d'énergie à travailler sur des listes de rappel ou de l'organisation du travail qui auront plus de temps pour donner des soins à des patients qui en ont

beaucoup besoin au Québec. Là dessus, c'est clair comme de l'eau de roche, ce qu'on est en train de faire, c'est très, très clair. Et quand j'entends des gens présenter exactement le contraire, bien là, il faut remettre les pendules à l'heure. Et on le fait, nous, dans un contexte où on a aussi reçu un mandat, mais ce n'est pas juste l'idée de recevoir le mandat, c'est tout le travail qui s'est fait avant et tout ce qui s'est fait après, et l'objectif poursuivi, parce que ce qu'il y a de fondamental, c'est l'objectif poursuivi par le gouvernement qui est de livrer les meilleurs services, de faire en sorte que les gens qui sont malades puissent recevoir des soins, qu'on puisse créer de l'emploi au Québec, c'est ça qu'il y a derrière tout ça puis...

[Journaliste: Donc, vous n'avez rien à vous reprocher, M. le premier ministre.]

[M. Charest:] Moi, je poursuis dans la voie qu'on s'est tracée depuis les cinq dernières années. On peut toujours essayer de faire mieux, là, tu sais, il n'y a personne qui est parfait, on peut toujours faire mieux. Mais quand on est placé dans une situation comme celle où on est placé devant les événements comme on a vu hier, moi, je pense que c'est très important que ceux et celles qui ont des responsabilités se lèvent et parlent et qu'on puisse dire clairement que ces gestes-là, ces comportements-là sont inadmissibles.

[Journaliste: ...Ce n'est pas un problème de communication, comme le disait le ministre Audet. Je n'est pas juste un problème de communication...]

[M. Charest:] C'est, je pense, le fait qu'il y a certaines personnes qui n'acceptent pas ce que la population du Québec a décidé le 14 avril dernier. Il y a peut-être des gens qui ne l'acceptent pas, mais il y a des façons de débattre ces choses-là. S'il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec ce que le gouvernement fait, il y a des moyens de s'exprimer, des moyens qui sont légitimes, qui sont à la portée de tous et qui certainement ne justifient en rien les actes qu'on a vus hier.